

## DISCOURS AUX MEMBRES DU CONGRES

La France est en deuil. La France est en guerre.

Les fusillades et le carnage de vendredi 13 novembre au soir à Paris ont fait plus de 130 morts et plus de 350 blessés – C'est sans précédent dans l'histoire du pays - Tous sont des civils - Tous ont été frappés dans leur vie quotidienne. Lâchement – Aveuglement.

Ils sont des victimes du hasard. Celui d'être au mauvais endroit, au mauvais moment.

Nous pensons en tout premier lieu à eux et à leurs proches. Nous voulons leur adresser un témoignage de notre compassion et notre solidarité dans ces moments dramatiques. Nous adressons nos plus sincères condoléances aux familles endeuillées. Nous sommes aussi particulièrement attentifs au sort de nos compatriotes calédoniens qui ont des membres de leur famille en métropole et qui s'inquiètent.

Même aux antipodes, chacun de nous, quelles que soient ses convictions, est touché par le drame de ces français de métropole frappés par la barbarie.

J'ai réuni le gouvernement, en séance extraordinaire, dès samedi 14 novembre à 16 heures en invitant, en accord avec le Haut-commissaire, le président du Congrès et les présidents des assemblées de province Sud, Nord et Iles. Nous avons, ensemble, adressé un message au Président de la République pour condamner fermement ces actes terroristes et lui exprimer le soutien et la solidarité des institutions et collectivités calédoniennes et, au-delà, de l'ensemble des calédoniens.

Dépassant nos sensibilités politiques, nous avons voulu témoigner notre unité aux côtés de l'Etat français dans cette épreuve et dans le combat que la France doit mener contre le terrorisme.

La France est touchée dans sa chair - La France est visée parce qu'elle s'oppose au fanatisme religieux de DAESH - La France est menacée - La France qui est, aux yeux du monde, le symbole de la liberté, le pays des droits de l'homme, est devenue LA cible. Les terroristes veulent semer la peur. Les terroristes veulent détruire notre civilisation, notre culture et nos valeurs.

Notre histoire est jonchée de ces menaces. Celle-ci est plus pernicieuse et plus difficile à traquer. Elle est menée par des personnes isolées et des groupuscules disséminés partout dans le monde. Elle est menée avec méthode, sans rien laisser au hasard. Elle est menée par des hommes déterminés, prêts à sacrifier leur vie. Elle est menée avec

des armes de guerre, des hommes entraînés au combat, comme une guérilla mais avec des cibles civiles.

Chaque fois, nous avons su nous rassembler pour résister et combattre. L'histoire de France est riche de ces moments où le peuple, dans un ultime sursaut, a pris en main son destin pour surmonter l'adversité et les épreuves.

La France est en guerre.

Le Président de la République a déclaré l'état d'urgence. C'est un régime d'exception utilisé quand il y a, notamment, un « péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public ».

Aucune cause politique, philosophique ou religieuse ne saurait justifier la barbarie – Dans ces circonstances aussi graves, il nous revient, nous hommes politiques, de raviver les valeurs universelles de respect, de liberté, d'égalité et de fraternité qui fondent notre société et en constituent le socle. Ce sont ces valeurs qui doivent nous rassembler aujourd'hui comme demain.

L'unité est un devoir en ces moments difficiles. Au nom du gouvernement et en mon nom personnel, je souhaite à travers cette intervention adresser un message de soutien et de solidarité à nos compatriotes métropolitains.